

# Femme, précarités, résilience

## Présentation

**Ivanna Patton Salinas et Bernard Fusulier \***

Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve (Belgique)

La lutte contre la pauvreté est un enjeu civilisationnel à l'échelle mondiale à une époque où le développement technoscientifique, la production de richesse et la prise de conscience de la condition humaine sont d'un niveau inégalé dans l'histoire de l'humanité ; la pauvreté ne peut plus être considérée comme une fatalité, car nos sociétés modernes ont la capacité d'y faire face. Elle ne peut davantage être réduite à un seuil économique : par exemple, en Europe, le "pauvre" est défini comme celui qui vit en dessous d'un certain pourcentage du revenu médian, la fixation de ce pourcentage variant d'ailleurs. Ces seuils sont des conventions statistiques qui répondent à des préoccupations sociopolitiques manifestes : fixé à 60 % du revenu médian, le taux de pauvreté augmente, et ramené à 50 %, il diminue. Il en est de même lorsque l'on considère que vivre avec moins d'un ou deux dollars par jour est un signe de grande pauvreté dans les pays justement considérés comme pauvres. Intéressante à ce propos est la réflexion d'Antoine Deliège, que l'on trouvera en fin de volume.

Il ne faut certes pas négliger cette dimension économique, mais celle-ci ne peut être isolée d'autres dimensions telles que les caractéristiques individuelles et celles des communautés d'appartenance, les valeurs et les pratiques culturelles, les conjonctures socioéconomiques et politiques, l'environnement et les relations internationales. Être pauvre ou en situation de précarité peut bien entendu être lié à un manque de ressources, mais comme le défend Amartya Sen (1), il s'agit surtout d'un problème de capabilité, c'est-à-dire d'une capacité à convertir des ressources en des fonctionnements effectifs qui permettent de mener une vie digne librement choisie. Si cette concep-

tion des capacités génère un questionnement éthique (voir la chronique de Catherine Bert dans ce numéro), son intérêt est de placer l'attention sur des finalités humaines d'un développement plutôt que sur des indicateurs de croissance purement économiques. À cet égard, la définition des objectifs du millénaire pour le développement (2), qui ont été adoptés en 2000 lors du Sommet du Millénaire au Siège des Nations unies à New York, est une bonne illustration de ce changement quasi paradigmatique. Ces objectifs visent d'ici 2015 à :

1. réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
2. assurer l'éducation primaire pour tous ;
3. promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
4. réduire la mortalité infantile ;
5. améliorer la santé maternelle ;
6. combattre le VIH/Sida, le paludisme et autres maladies ;
7. préserver l'environnement ;
8. mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Il n'en demeure pas moins que, même dans une région aussi riche que celle couverte par l'Union européenne, près d'un cinquième de la population ne parvient pas à satisfaire ses besoins élémentaires (3). La Commission européenne a d'ailleurs déclaré l'année 2010: "année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale" (4). Certes, une telle proclamation ne modifie pas d'elle-même les contextes structurels mais contribue néanmoins à mobiliser des forces vives et à inscrire dans l'espace public cette problématique éminemment sociale. Elle a aussi été l'occasion de mettre en avant combien la gent féminine, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, est fortement vulnérable pour diverses raisons, dont sa position dans les rapports sociaux de sexe. Les femmes sont en outre particulièrement concernées par la transformation des équilibres et des frontières entre la sphère productive et la sphère reproductive induite par le processus de globalisation et la marchandisation croissante qui l'accompagne (5). Dans ce contexte, le Collectif des Femmes à Louvain-la-Neuve, en partenariat avec le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, en Belgique, a organisé le 2 mars 2010 un colloque international sur le thème "La pauvreté au féminin. Elles,

leurs droits, leurs revendications et leurs stratégies” pour réfléchir sur les multiples facettes de la pauvreté par le biais du monde associatif, politique et des femmes engagées sur le terrain tant au Nord qu’au Sud. Il s’agissait aussi de rendre compte d’expériences concrètes mises en œuvre par des femmes pour sortir de la “spirale de la pauvreté”.

Carmela Chung, entre autres, y présentait une initiative menée à Lima Metropolitana au Pérou où des femmes ont suivi des formations pour développer leur estime de soi et suivre des formations de gestion de petits commerces, en vue de renforcer leurs capacités personnelles et productives. Les objectifs du travail accompli s’articulaient autour de trois axes: (1) renforcer les capacités personnelles, sociales, associatives et productives des femmes pour améliorer leurs activités économiques; (2) promouvoir et faciliter la pérennité des commerces à travers la promotion de mécanismes et services d’appui dans leur entourage; (3) consolider le pouvoir d’association. Il ciblait 660 femmes vendant des aliments prêts à la consommation, de façon informelle, dans les “quartiers populaires” de Lima, où 95 % des femmes sont des commerçantes. Un processus de formation et d’assistance technique basé sur le développement personnel, la gestion et la production a été engagé. Cette action a pris appui sur des ateliers de groupe et le suivi individuel dans les commerces. À son terme, 335 femmes ont reçu la formation en développement personnel, en gestion d’entreprise et ont bénéficié d’une assistance technique. Deux sociétés populaires d’inversion (SPI’s) ont en outre été créées encourageant les auto-économies et l’auto-crédit entre les femmes “entrepreneuses”.

Fatma Boufenik, présidente de l’association Femmes algériennes Revendiquant leurs Droits (FARD), apportait aussi sa contribution. Les FARD sont une association locale créée dans le cadre de la loi 31-90 du 4 décembre 1990 de la législation algérienne. Sur le plan formel, elle lutte pour l’abrogation du code de la famille et, sur le plan pratique, contre toutes les formes de discrimination à commencer par un travail stratégique pour le changement des mentalités, des attitudes et pratiques, des institutions et des individus. En effet, les FARD œuvrent pour la réalisation du respect de la personne humaine et de la liberté d’expression, et de l’égalité homme-femme devant la loi (en visant l’abrogation du code de la famille). Elles réalisent un travail de

proximité et de médiatisation locale et nationale. Les FARD travaillent autour de cinq axes : (1) l'information et la sensibilisation aux droits des femmes ; (2) la formation sur le genre, les droits des femmes, la création et la gestion de micro-entreprises, la promotion d'outils techniques pour la recherche d'emploi ; (3) la vigilance mobilisatrice pour repérer toute forme de discrimination et la dénoncer ; (4) la solidarité avec les femmes et leurs enfants en difficulté ; (5) les échanges internationaux. Plusieurs projets ont récemment vu le jour : un projet de création du Réseau associatif national pour l'intégration du genre dans les pratiques associatives RIGPA-DZ, en 2008-2009 ; un projet de formation de jeunes femmes à la création et la gestion d'une micro-entreprise en 2009 ; un programme d'accompagnement de jeunes femmes non qualifiées à la recherche d'emploi en 2009 ; et un projet de centre d'accompagnement des femmes en détresse, en particulier "les femmes victimes de violences", en 2009-2010. Cette expérience des FARD souligne combien la lutte contre la pauvreté suppose la promotion de l'autonomie des femmes à travers la création d'une activité génératrice de revenu ainsi que la valorisation de leurs savoir-faire car leur indépendance économique a une incidence sur leur statut politique et social et sur leur droit à la propriété financière qui est déterminante pour leur assurer une sécurité dans l'existence.

Le Réseau Wallon de Lutte Contre la Pauvreté (RWLP – association sans but lucratif fondée en 2003) fut un autre exemple d'action présente. Le RWLP a développé et renforcé une démarche participative pour l'accès aux droits des personnes en situation de pauvreté en Région wallonne (Belgique). Dans un premier temps, le RWLP s'est concentré sur l'analyse des enjeux fondamentaux, que sont l'accès à la santé, à l'emploi et au logement, trois éléments indispensables au bien-être de la personne. Le RWLP a déjà entamé, sur la base de ses travaux et rencontres, un dialogue constructif avec les pouvoirs publics (l'État Fédéral, la Région wallonne, la Communauté française, les Provinces, les Communes...) et les acteurs de la société civile (les mutualités, les relais sociaux, les fédérations, les mouvements, etc.) en vue de faire des propositions et de contribuer à la construction de dispositifs qui permettent d'agir sur les causes structurelles qui engendrent la pauvreté et la précarisation. Il se mobilise sur un ambitieux projet : "Vers une Wallonie sans pauvreté d'ici à 2025", dont l'objectif est de négocier/construire/obtenir des changements réels,

concrets, pour les personnes vivant des situations de pauvreté, à travers des solutions durables. Pour le RWLP, il importe de considérer l'éradication de la pauvreté comme une priorité centrale (mener donc des politiques cohérentes et transversales) en permettant à chacun d'exercer ses droits, en assurant des services publics plus proches des citoyens, et en donnant les moyens matériels et les supports sociaux nécessaires pour que les parents, en ce compris les "femmes seules", puissent assumer pleinement leur parentalité. En effet, la précarité féminine est souvent reliée aux situations conjugales et parentales.

Ces expériences parlent bien entendu des difficultés rencontrées par des femmes se trouvant dans une situation économique, sociale et culturelle de vulnérabilité. Évitant le double écueil du misérabilisme et de la victimisation, elles témoignent de stratégies d'empowerment qui s'ancrent dans des actions associatives et des capacités de résilience face à l'adversité et à la vraie fausse fatalité de la pauvreté.

Ce numéro s'inscrit dans cette vision en réunissant six articles ayant trait à des contextes variés, dont trois proviennent d'intervenantes au colloque susmentionné du Collectif des femmes (Ching Lin Pang, Martine Ngo Nyemb-Wisman, Ivanna Patton Salinas). Ces articles adoptent des prismes analytiques qui mettent l'accent soit sur les tendances structurelles soit sur les expériences et les pratiques.

Dans la lignée des analyses structurelles, Ching Lin Pang s'intéresse aux travailleurs migrants à l'intérieur de ce vaste pays qu'est la Chine (en 2003, sur 106 millions de migrants, 49 % étaient des femmes), de la campagne vers la ville, et pose un diagnostic sur les stratégies que ces derniers déploient pour survivre en ville. Elle livre un portrait des migrants (leur âge, leur sexe, leur niveau d'éducation, etc.) en montrant entre autres l'ambivalence de cette migration interne: à la fois fragile, avec notamment des conditions de travail pénibles qui ne respectent pas les prescriptions légales et le risque d'être pris dans les trafics des êtres humains, mais aussi plus rentable économiquement et porteuse de liberté et d'espoir. Par ailleurs, la législation évolue, des conventions sont conclues entre régions concernées, des programmes de formation pour les travailleurs migrants sont entrepris et des réponses syndicales et associatives sont clairement perceptibles.

La segmentation sexuée du marché du travail reste un fait. Comme Françoise Milewski l'explique dans son étude de la précarité et du sous-emploi en France, les femmes restent structurellement dans une situation quantitativement et qualitativement plus défavorable que les hommes. La capacité des femmes à se faire une place dans le circuit économique et le marché du travail est fondamentale à la fois pour leur indépendance et l'égalité, mais également pour la cohésion et la justice sociales. Cependant, l'auteure attire l'attention sur l'importance de ne pas se limiter à mesurer des taux d'emploi qui feraient abstraction de la qualité de ceux-ci, car le risque serait grand de se satisfaire de chiffres qui en fait voilent une dégradation de l'insertion professionnelle des femmes.

Bernard Fusulier, Lorise Moreau et Marc Zune proposent quant à eux d'affiner les analyses structurelles qui mettent en avant les inégalités chiffrées entre les classes sexuelles afin de mieux saisir les éléments de diversification à l'intérieur d'une même classe. Ainsi, ils montrent, à travers des récits biographiques auprès de femmes ayant été ou étant encore statutairement demandeuses d'emploi en Belgique francophone, que les parcours d'insertion se conjuguent au féminin pluriel. La question du genre se pose dès lors de façon différente en fonction des capitaux économiques, sociaux, culturels que possèdent les femmes étudiées et de leur situation concrète d'existence.

Si Martine Ngo Nyemb-Wisman analyse le rapport entre l'État camerounais, qui, sous les injonctions néo-libérales des organismes internationaux, est devenu incapable de jouer un rôle protecteur, et la féminisation de la pauvreté, c'est surtout pour mettre en évidence les stratégies de survie des Bayam-Sellam. Ces femmes, revendeuses de denrées alimentaires sur les marchés urbains, développent des logiques et mécanismes de solidarité pratique et morale intra-groupe. Selon l'auteure, la question reste néanmoins : « les particularités de l'économie informelle mixte, dans un contexte de sous-développement et d'affaiblissement de l'État, impriment-elles une orientation porteuse et durable d'un modèle alternatif de développement ? Ou alors ne s'agit-il que d'un palliatif sans suite significative administré par un État impuissant et dépendant de l'extérieur ? ».

Cette question est incontournable, mais elle ne doit pas occulter les micro-actions qui redonnent une capacité d'action individuelle

sans laquelle l'action collective ne serait pas possible pour transformer les conditions structurelles de la précarité sociale. Partant de trois expériences vécues de femmes qui ont repris leur destin en main au cours de leur passage par le Collectif des Femmes à Louvain-la-Neuve, Ivanna Patton Salinas interprète le travail accompli par cette association sous l'angle de la pratique de la résilience et l'empowerment. Le respect, l'écoute, la reconnaissance sociale, la formation, l'accompagnement sont des dimensions importantes d'un possible "rebond" personnel et d'un engagement dans une action collective.

Ce pouvoir retrouvé est au cœur de la recherche impliquée faite dans le cadre du projet Mères avec pouvoir (MAP) mené à Montréal (Canada) dont Diane-Gabrielle Tremblay, Juan-Luis Klein et Jean-Marc Fontan rendent compte. Le projet vise à aider des femmes monoparentales à se réaliser du point de vue socio-professionnel en privilégiant, à l'échelle locale, une approche holistique qui intègre toutes les variables qui peuvent déterminer l'élaboration d'un projet de vie, allant des conditions matérielles d'existence (revenu, logement, accueil à la petite enfance...) à la formation en passant par l'estime de soi et l'établissement d'un réseau social soutenant.

Il va sans dire que ce numéro non seulement donne à penser les précarités féminines mais révèle aussi de véritables pistes d'action. Pour citer Georges Bernanos: « On ne subit pas l'avenir, on le fait ».

### Notes

- (1) SEN A., 2003, *L'économie est une science morale*, Paris, La Découverte/Poche. Voir aussi pour une discussion de l'approche des capacités, FUSULIER B., SIRNA F., 2010, "Contre les inégalités du 'pouvoir d'agir', augmenter les capacités", *Les Politiques Sociales*, n°2 & 4, pp.33-38.
- (2) <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>
- (3) <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=637>
- (4) <http://www.2010againstopoverty.eu/?langid=fr>
- (5) FALQUET J., HIRATA H., KERGOAT D., LABARI B., LE FEUVRE N., SOW F., dir., 2010, *Le sexe de la mondialisation – Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Les presses de Science-Po.